

Correction – Développement construit

Ce que la France et l'UE s'apportent

Brevet – Histoire-géographie · 3^e · Sujet d'entraînement

Sujet. Rédigez un développement construit d'une trentaine de lignes montrant ce que l'Union européenne apporte à la France et ce que la France apporte à l'Union européenne.

1. Comprendre le sujet

Le sujet est construit en **deux sens** : ce que l'Union apporte à la France, puis ce que la France apporte à l'Union. Une copie qui ne traite qu'un sens perd la moitié des points. Mots-clés : PAC, fonds européens, marché unique, contributeur net, influence. Donne des preuves chiffrées ou datées (PAC en 1962, euro en 2002). Pense aux différents domaines : économie, vie quotidienne (euro, Schengen, Erasmus), politique et diplomatie. Hors-sujet : raconter toute l'histoire de la construction européenne, traité après traité.

2. Les repères à mobiliser

- 1962 : mise en place de la politique agricole commune (PAC)
- 1987 : lancement du programme Erasmus
- 1993 : entrée en vigueur du marché unique
- 2002 : pièces et billets en euros
- 2017 : discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne sur l'Europe
- 2020 : plan de relance européen (environ 40 milliards d'euros pour la France)
- Contributeur net : pays qui verse plus au budget européen qu'il n'en reçoit

3. Le plan

1. L'Union apporte des aides à la France

- La PAC (1962) : la France premier bénéficiaire, environ 9 milliards d'euros par an
- Les fonds européens (FEDER), notamment outre-mer
- Le plan de relance de 2020 : environ 40 milliards d'euros

2. L'Union offre un marché et des libertés

- Le marché unique de 450 millions de consommateurs (1993)
- Plus de la moitié du commerce extérieur français avec l'UE
- L'euro (2002), l'espace Schengen, Erasmus

3. La France apporte à l'Union

- Deuxième contributeur au budget, contributeur net
- Des idées : le discours de la Sorbonne (2017) et la « souveraineté européenne »
- Sa diplomatie, son armée, sa dissuasion nucléaire

4. Le développement construit rédigé

Membre fondateur de la construction européenne depuis 1957, la France entretient avec l'Union européenne une relation d'échange. Elle en reçoit de nombreux avantages, mais elle lui apporte aussi son argent, ses idées et sa puissance. Nous verrons que l'Union apporte à la France des aides financières et un vaste marché, puis ce que la France lui apporte en retour.

D'abord, l'Union européenne apporte à la France des aides importantes. Grâce à la **politique agricole commune**, créée en 1962, la France est le premier bénéficiaire des aides agricoles européennes, avec environ 9 milliards d'euros par an. Les fonds européens, comme le FEDER, financent des routes, des équipements et des entreprises, notamment outre-mer. Le plan de relance européen, décidé en 2020, a aussi attribué environ 40 milliards d'euros à la France.

Ensuite, l'Union offre à la France un vaste **marché unique** de 450 millions de consommateurs, où marchandises, services, capitaux et personnes circulent librement depuis 1993. Plus de la moitié du commerce extérieur français se fait avec les autres pays de l'Union. L'**euro**, en circulation depuis 2002, facilite les échanges et les voyages, tout comme l'espace Schengen, tandis que le programme Erasmus permet à des dizaines de milliers de jeunes Français d'étudier à l'étranger.

Enfin, la France apporte beaucoup à l'Union. Elle est le deuxième contributeur au budget européen et donne plus qu'elle ne reçoit : c'est un **contributeur net**. Elle apporte aussi des idées et des projets : en 2017, dans un discours à la Sorbonne, le président Emmanuel Macron plaide pour une « souveraineté européenne ». Surtout, sa diplomatie, son armée et sa dissuasion nucléaire renforcent la sécurité et le poids de l'Europe dans le monde.

Ainsi, les relations entre la France et l'Union européenne sont des échanges à double sens : l'Union soutient l'agriculture, les régions et l'économie françaises, tandis que la France contribue à son budget et à ses projets. Cette interdépendance reste pourtant discutée par une partie des Français.

Le piège de ce sujet. Croire que la France reçoit plus d'argent de l'UE qu'elle n'en donne : malgré la PAC, elle est contributeur net au budget européen.